

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS SPÉCIAL N°32-2020-056

PRÉFET DU GERS

PUBLIÉ LE 26 MAI 2020

# **Sommaire**

וטו
32-2020-05-25-007 - Arrêté concernant l'ouverture et la clôture de la chasse pour la
campagne 2020/2021 dans le département du Gers (7 pages)

Page 3

32-2020-05-25-006 - Arrêté fixant les nombres minimum et maximum d'animaux à prélever pour chacune des espèces de grand gibier soumises à plan de chasse dans le département du Gers pour la campagne 2020/2021 (2 pages)

Page 11

#### **SPC**

32-2020-05-25-005 - arrêté habilitant CEDACOM SUD à réaliser l'analyse d'impact mentionnée au III de l'article L.752-6 du code de commerce (2 pages)

Page 14

# **DDT**

# 32-2020-05-25-007

# Arrêté concernant l'ouverture et la clôture de la chasse pour la campagne 2020/2021 dans le département du Gers

Arrêté d'ouverture et clôture de la chasse pour 2020/2021 dans le département du Gers



Direction Départementale des Territoires

Service Territoire et Patrimoines

N° d'enregistrement : 32-2020-

#### ARRÊTÉ

#### concernant l'ouverture et la clôture de la chasse pour la campagne 2020 / 2021 dans le département du Gers

#### La préfète du Gers Chevalier de la Légion d'Honneur Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de l'environnement et notamment les articles L 424-2 à L 424-15 et R 424-6 à R 424-9.

Vu l'arrêté ministériel du 1<sup>er</sup> août 1986 modifié relatif à divers procédés de chasse, de destruction des animaux nuisibles et à la reprise du gibier vivant dans un but de repeuplement,

Vu l'arrêté ministériel du 18 août 2008 modifié par arrêté du 16 juillet 2012 relatif à l'exercice de la chasse à l'arc.

Vu l'arrêté ministériel du 28 mai 2004 fixant les dates de la chasse au vol des oiseaux sédentaires.

Vu la loi du 23 février 2005 sur le développement des Territoires Ruraux,

Vu le décret n° 2020-583 du 18 mai 2020 portant adaptation temporaire de dispositions réglementaires relatives à la chasse pendant la crise sanitaire liée au covid-19

Vu l'arrêté préfectoral fixant le plan de chasse « chevreuil », « cerf » et « daim » dans le département du Gers,

Vu le schéma départemental de gestion cynégétique 2016-2022 (SDGC) approuvé par arrêté préfectoral n° 32-2016-05-23-004 du 23 mai 2016,

Vu l'avis de la fédération départementale des chasseurs du Gers,

Vu l'avis de la commission départementale de la chasse et de la faune sauvage du 2 mars 2020,

Considérant qu'en application de la loi n° 2012-1460 du 27 décembre 2012 relative à la mise en œuvre du principe de participation du public défini par l'article 7 de la Charte de l'environnement, une note de présentation et le projet d'arrêté préfectoral concernant l'ouverture et la clôture de la chasse pour la campagne 2020/2021 dans le département du Gers, ont été soumis à la consultation du public du 18 mars au 9 avril 2020 inclus,

Considérant que les autorisations de « tir d'été », qui ont pour objet de permettre le prélèvement entre le 1<sup>er</sup> juin et la date de l'ouverture générale, conduisent à un prélèvement de mâles adultes à trophée estimé à environ mille trois cents individus chaque année ; que le tir de mâles adultes à trophée, effectué entre l'ouverture générale et le 15 novembre conduit à un prélèvement d'environ mille deux cents individus chaque année, soit un total annuel d'environ deux mille cinq cents individus; que ce chiffre représente à lui seul plus de la moitié des prélèvements annuels souhaitables, dans le cadre d'un équilibre entre mâles et femelles ; que cette proportion élevée, due à la recherche de trophées, risque, à terme, de conduire à un déséquilibre

1

de la population entre mâles et femelles, pouvant entraîner une baisse significative de la population globale de chevreuils; que, dès lors, il y a lieu, pour préserver l'équilibre de la population concernée, à réglementer plus strictement le tir des mâles adultes à trophée,

Sur proposition de monsieur le directeur départemental des territoires du Gers, Sur proposition de madame la secrétaire générale de la préfecture du Gers ;

#### ARRÊTE

<u>Article 1<sup>er</sup> – Le présent arrêté ne se substitue pas aux dispositions d'ordre publique applicables en période crise sanitaire liée au covid-19</u>

<u>Article 2<sup>er</sup></u> – La période d'ouverture générale de la chasse à tir et de la chasse au vol est fixée pour le département du Gers :

du dimanche 13 septembre 2020 à 8 heures au dimanche 28 février 2021 au soir.

Article 3 – La chasse n'est autorisée que de jour soit 1 heure avant le lever du soleil au chef-lieu du département et 1 heure après le coucher du soleil. La chasse au gibier d'eau à la passée peut être pratiquée deux heures avant le lever du soleil et jusqu'à deux heures après son coucher, dans les lieux suivants : marais non asséchés, fleuves, rivières, canaux, réservoirs, lacs, étangs et nappes d'eau...

<u>Article 4</u> – Pour la chasse au tir et par dérogation à l'article 1<sup>er</sup> ci-dessus, les espèces de gibier figurant au tableau ci-après, ne peuvent être chassées que pendant les périodes comprises entre les dates et aux conditions spécifiques de chasse suivantes :

ESPECES DE GIBIER	DATE D'OUVERTURE	DATE DE CLÔTURE	CONDITIONS SPECIFIQUES DE CHASSE
• chevreuil	2 juin 2020 13 septembre 2020	12 septembre 2020 28 février 2021	Chasse à l'approche ou à l'affût du brocard avec les bracelets de tirs d'été.  Tir à balles obligatoire ou à l'aide d'un arc de chasse conformément aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 18 août 2008 modifié par arrêté du 16 juillet 2012.  Chasse à l'approche, à l'affût et en battue, tir du chevreuil indifférencié à l'exception de la période du 13 septembre 2020 au 15 novembre 2020 où le tir du brocard à l'approche et à l'affût est interdit.  Afin d'assurer la bonne exécution du plan de chasse, les bracelets non encore utilisés au 12 septembre 2020 pourront être apposés de façon indifférenciée du 13 septembre 2020 au 28 février 2021.  Tir à balles ou à plombs de Paris n° 1 et N° 2 obligatoire ou à l'aide d'un arc de chasse conformément aux prescriptions de l'arrêté du 18 août 2008 modifié le 16 juillet 2012.

			Le bilan de la saison 2020/2021 figurant dans le registre des battues devra être impérativement adressé à la Fédération Départementale des Chasseurs du Gers ou saisi en ligne pour le 10 avril 2021 au plus tard.
• sanglier	2 juin 2020	31 mars 2021	Les modes de chasse aux sangliers autorisés sur tout le département, sont l'approche, l'affût et les battues, encadrés et/ou organisés par les détenteurs du droit de chasse ou de leur délégué expressément désigné par écrit ou par les particuliers détenteurs de droit de chasse.
			Tir à balles obligatoire ou à l'aide d'un arc de chasse conformément aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 18 août 2008 modifié par arrêté du 16 juillet 2012.
			Le bilan de la saison 2020/2021 figurant dans le registre des battues devra être impérativement adressé à la Fédération Départementale des Chasseurs du Gers ou saisi en ligne pour le 10 avril 2021 au plus tard.
• cerf			Espèce soumise à plan de chasse.
	1 <sup>er</sup> septembre 2020	12 septembre 2020	Chasse à l'affût ou à l'approche.
	13 septembre 2020	28 février 2021	Chasse en battue, à l'affût ou à l'approche.
			Tir à balles obligatoire ou à l'aide d'un arc de chasse conformément aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 18 août 2008 modifié par arrêté du 16 juillet 2012.
• daim			Espèce soumise à plan de chasse.
	2 juin 2020	12 septembre 2020	Chasse à l'affût ou à l'approche.
	13 septembre 2020	28 février 2021	Chasse en battue, à l'affût ou à l'approche.
			Tir à balles obligatoire ou à l'aide d'un arc de chasse conformément aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 18 août 2008 modifié par arrêté du 16 juillet 2012.

• Lièvre	18 octobre 2020	27 décembre 2020	Tir du lièvre autorisé dans tout le département	
			Dans tout le département du Gers Prélèvement Maximum Autorisé (PMA) de trois lièvres par an et par chasseur.  Le port et donc l'utilisation du Carnet de Prélèvement Gers (CPG) est obligatoire en action de chasse au lièvre et pour pouvoir prélever un lièvre. Chaque carnet est identifié à un chasseur par la Fédération Départementale des Chasseurs du Gers. En action de chasse au lièvre, le chasseur doit pouvoir attester du droit à chasser sur le territoire objet du contrôle par la présentation de la signature du détenteur du droit de chasse au verso de ce carnet ou à défaut attester de la carte du territoire sur lequel il évolue.  Pour les restrictions des prélèvements de lièvres par territoires : se référer à l'arrêté préfectoral fixant le Plan de Gestion Cynégétique ( PGC ) et les Plans de Gestion Cynégétiques Approuvés ( PGCA ) communaux.  En action de chasse, le territoire de chasse retenu pour l'identification, sur le CPG, est le territoire de chasse initial sur lequel a été lancé le lièvre.   En dehors de ces périodes et pendant l'ouverture de la chasse jusqu'au 28 février 2021 sont seules autorisées : sa recherche et sa poursuite par les chiens.	
• lapin	13 septembre 2020	28 février 2021	Possibilité de chasser le lapin, sans formalité à l'aide de furets identifiés  Possibilité de reprendre les lapins vivants à l'aide de furets identifiés dans les conditions fixées par l'arrêté préfectoral.	
• faisan	13 septembre 2020	13 décembre 2020	Se référer à l'arrêté préfectoral fixant le Plan de Gestion Cynégétique (PGC).	
• perdrix	13 septembre 2020	13 décembre 2020	Se référer à l'arrêté préfectoral fixant le Plan de Gestion Cynégétique (PGC).	

• renard	2 juin 2020	12 septembre 2020	La chasse du renard peut être pratiquée dans les mêmes conditions que la chasse au sanglier durant cette période, soit à l'approche, à l'affût et en battue.  Tirs à balles, aux plombs conformément à l'arrêté ministériel du 1er août 1986 modifié ou à l'aide d'un arc de chasse conformément aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 18 août 2008 modifié par arrêté du 16 juillet 2012	
	13 septembre 2020	28 février 2021	Ouverture sans condition particulière.	
Chasse à courre	15 septembre 2020	31 mars 2021	Attestation de meute obligatoire	
Vénerie sous terre : renard, blaireau, ragondin	13 septembre 2020	15 janvier 2021	Attestation de meute obligatoire  Pour le blaireau, obligation de compte-rendu  (cf. article 10 du présent arrêté)	
Oiseaux de passage et gibier d'eau	arrêté ministériel du 24 mars 2006	arrêté ministériel du 19 janvier 2009 modifié		

#### Article 5 - Organisation de la battue

L'organisation et la participation aux battues (**3 tireurs minimum, fusils ou arcs de chasse**) quelle que soit l'espèce chassée (grand gibier, renard), impose <u>le respect absolu</u> des règles suivantes :

- Rappel des consignes de sécurité avant la battue,
- Tenue du registre de battues rempli et signé par l'ensemble des participants selon le modèle de la fédération des chasseurs du Gers. Dans le cas où une battue est organisée sur plusieurs territoires de chasse ou communes, un seul carnet de battue est autorisé.
- Port obligatoire d'un vêtement orange fluorescent recouvrant le buste,
- Utilisation de trompes de chasse (minimum 3 par battue) pour signaler le début et la fin de traque, avec un minimum de 1 par ligne de chasseurs postés.

Ces dispositions ne s'appliquent pas lorsqu'une chasse est pratiquée par moins de trois personnes en action de chasse.

L'ensemble des prescriptions applicables à la battue sont insérées dans le SDGC (schéma départemental de gestion cynégétique).

#### Article 6 - Recherche du gibier blessé :

Les conducteurs de chien de sang sont autorisés, sous réserve d'obtenir l'autorisation du détenteur du droit de chasse, à rechercher le grand gibier blessé en dehors du territoire sur lequel il a été tiré, y compris le lendemain du dernier jour de chasse.

Ils pourront être munis d'une arme pour achever l'animal blessé en cas de besoin.

Le gibier revient au détenteur du droit de chasse du territoire d'origine de l'animal blessé.

Le grand gibier soumis au plan de chasse sera muni du dispositif de marquage du lieu du tir initial.

#### Article 7 - Limitation du temps de chasse :

Afin de favoriser la protection et le repeuplement du gibier de l'ouverture générale au 18 octobre inclus

- la chasse à tir du faisan, de la perdrix et du lapin est uniquement autorisée le mercredi et le dimanche.
- aucune restriction ne s'applique aux autres espèces qui sont soumises soit aux dispositions générales du présent arrêté, soit aux dispositions des arrêtés relatifs aux espèces classées nuisibles.

#### Article 8 - PMA Bécasse des bois :

Afin de contribuer à la préservation de la bécasse des bois un prélèvement maximum autorisé (P.M.A) fixé à 30 bécasses par saison et par chasseur est institué sur l'ensemble du territoire métropolitain.

Au niveau du département du Gers, le prélèvement maximum est de 2 oiseaux par jour pour un chasseur seul, 6 oiseaux par semaine et 30 par saison.

Le prélèvement maximum est fixé à trois bécasses par jour par groupe d'au moins deux chasseurs.

Tout chasseur ayant prélevé une bécasse des bois doit l'enregistrer en temps réel, dès qu'il est en possession de l'oiseau capturé, soit au moyen d'un carnet de prélèvement, soit sur l'application mobile « chassadapt ». A défaut d'enregistrement, le chasseur se trouve en infraction.

Si le chasseur est muni du carnet de prélèvement individuel et obligatoire fourni par la fédération des chasseurs à laquelle il adhère, il devra obligatoirement indiquer son numéro de permis sur le carnet, apposer la vignette délivrée avec son permis de chasser, tenir à jour le carnet immédiatement après chaque capture et apposer immédiatement après la capture et préalablement à tout transport, une des bagues autocollantes du carnet sur l'une des pattes de l'oiseau.

Ce carnet de prélèvement, utilisé ou non, devra être retourné au plus tard le 30 juin 2021, à la fédération départementale ou interdépartementale des chasseurs qui lui a délivré.

Dans le cadre de la chasse accompagnée, les bécasses prélevées seront marquées sur le carnet de prélèvement de l'accompagnant.

#### Article 9 - Carnet de prélèvement Gers :

Le chasseur doit renvoyer son Carnet de Prélèvement Gers (CPG) à la Fédération des chasseurs du Gers au plus tard le 10 avril, ou renseigner ses prélèvements annuels sur l'espace internet dédié de la Fédération des chasseurs du Gers.

#### Article 10 - Chasse en temps de neige :

En temps de neige, sont seulement autorisées :

- la chasse au grand gibier soumis à plan de chasse, du sanglier et du renard,
- la chasse au gibier d'eau dans les marais non asséchés, sur les lacs, étangs, fleuves, rivières, canaux et réservoirs,

6

- la chasse à courre des animaux non soumis au plan de chasse, lorsqu'elle a débuté hors le temps de
- la vénerie sous terre.

# Article 11 - Compte-rendus relatifs aux opérations de vénerie sous terre au blaireau.

Les opérations de vénerie sous terre au blaireau feront l'objet d'un compte-rendu adressé sous quinze jours aux services de l'État, sous une forme libre, mais comprenant obligatoirement les éléments suivants : titulaire du droit de chasse ayant exécuté les opérations, date, lieu, nombre d'animaux déterrés et tués.

Les éléments seront adressés :

- soit par courrier à DDT, service territoire et patrimoines, 19, place de l'ancien foirail, 32000 AUCH
- soit par courrier électronique à ddt-stp-chasse@gers.gouv.fr

Article 12 - Madame la secrétaire générale, madame la sous-préfète de Mirande, madame la sous préfète de Condom, monsieur le directeur départemental des territoires, monsieur le colonel, commandant le groupement de gendarmerie du Gers, messieurs les agents de l'office français de la biodiversité, mesdames et messieurs les maires et tous les agents habilités à constater les infractions en matière de police de la chasse, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera affiché dans toutes les communes par les soins des maires et publié au recueil des actes administratifs des services de

Auch, le 25 MAI 2020

La Préfète,

Catherine SEGUIN

Dans les deux mois à compter de la publication de l'arrêté au recueil des actes administratifs, les recours suivants peuvent être introduits :

- un recours gracieux, adressé à la Préfète du Gers (Direction départementale des Territoires Service Territoires et Patrimoines)
- un recours hiérarchique, adressé à : Madame. la Ministre en charge de l'écologie
- un recours contentieux, adressé au tribunal administratif de Pau (par voie postale Villa Noulibos, 50, cours Lyautey, 64010 PAU Cedex, ou par voie électronique

Ce recours juridictionnel doit être déposé au plus tard avant l'expiration du 2° mois suivant la date de notification de la décision contestée (ou bien du 2° mois

# **DDT**

### 32-2020-05-25-006



Direction Départementale des Territoires

N° d'enregistrement : 32-2020-

#### ARRÊTÉ

fixant les nombres minimum et maximum d'animaux à prélever pour chacune des espèces de grand gibier soumises à plan de chasse dans le département du Gers pour la campagne 2020 / 2021

#### La préfète du Gers Chevalier de la Légion d'Honneur Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de l'environnement et notamment les articles L 425-6 à L 425-13 et R 425-1 -1 à R 425-13

Vu l'arrêté du 22 janvier 2009 du ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de l'aménagement du territoire, relatif à la mise en œuvre du plan de chasse et au marquage du gibier,

Vu l'arrêté du 10 mars 1980, fixant le plan de chasse dans le département du Gers,

Vu l'avis de Monsieur le président de la Fédération départementale des chasseurs du Gers,

Vu l'avis de la Commission départementale de la chasse et de la faune sauvage émis le 2 mars 2020

Sur proposition de monsieur le directeur départemental des territoires du Gers,

Sur proposition de madame la secrétaire générale de la préfecture,

#### ARRÊTE

**Article 1**: Le nombre minimum et maximum d'animaux à prélever pour la campagne de chasse 2020-2021 est fixé comme suit pour les espèces figurant dans le tableau :

Espèces	Cerf	Chevreuils	Daims
Nombre minimum	15	7000	0
Nombre maximum	60	11000	50

Article 2 : Madame la secrétaire générale, M. le directeur départemental des territoires, Monsieur le Président de la fédération des chasseurs du Gers et M. le directeur de l'office français de la biodiversité, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera affiché dans toutes les communes par les soins des maires et publié au recueil des actes administratifs des services de l'Etat du Gers.

Fait à Auch, le 25 MAI 2022

La Préfète,

Catherine SEGUIN

Dans les deux mois à compter de la publication de l'arrêté au recueil des actes administratifs, les recours suivants peuvent être introduits :

- un recours gracieux, adressé à la Préfète du Gers (Direction départementale des Territoires Service Territoires et Patrimoines)
- un recours hiérarchique, adressé à :M. le Ministre en charge de l'écologie
- un recours contentieux, adressé au tribunal administratif de Pau par voie postale (Cours Lyautey 64000 PAU) ou par voie électronique (site www.telerecours)

Ce recours juridictionnel doit être déposé au plus tard avant l'expiration du 2° mois suivant la date de notification de la décision contestée (ou bien du 2° mois suivant la date du rejet de votre recours gracieux ou hiérarchique)

# SPC

# 32-2020-05-25-005

arrêté habilitant CEDACOM SUD à réaliser l'analyse d'impact mentionnée au III de l'article L.752-6 du code de commerce

Sous-préfecture de Condom

#### ARRÊTÉ

Portant habilitation pour réaliser l'analyse d'impact mentionnée au III de l'article L. 752-6 du code de commerce

#### LA PREFETE DU GERS Chevalier de la Légion d'Honneur, Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de commerce, et notamment ses articles L.752-6, R.752-6-1 et suivants et A.752-1;

- VU l'arrêté du ministre de l'économie et des finances du 19 juin 2019 fixant le contenu du formulaire de demande d'habilitation pour réaliser l'analyse d'impact mentionnée au III de l'article L.752-6 du code du commerce ;
- VU la demande reçue le 12 mai 2020 formulée par Mme Charlotte MOKRARA née CHARPENTIER, gérante de la société **CEDACOM SUD** sise 41 rue de la découverte à LABEGE (31676) ;
- VU toutes les pièces annexées à la demande ;

Sur proposition de Madame la sous-préfète de Condom ;

#### <u>AR</u>RÊTE

- <u>Article 1er</u> La société **CEDACOM SUD** sise 41 rue de la découverte à LABEGE (31676), représentée par Mme Charlotte MOKRARA née CHARPENTIER, gérante, est habilitée pour réaliser l'analyse d'impact mentionnée au III de l'article L.752-6 du code de commerce.
- <u>Article 2</u> La personne affectée à l'activité faisant l'objet de la demande d'habilitation est Mme Charlotte MOKRARA née CHARPENTIER.
- Article 3 Le numéro d'habilitation est le HAI/CDAC32/2020/05/26
- Article 4 La durée de la présente habilitation est fixée à cinq ans, non renouvelable par tacite reconduction.
- <u>Article 5</u> La demande de renouvellement de la présente habilitation devra être présentée trois mois avant la date d'expiration.

Article 6 - L'habilitation peut être suspendue ou retirée pour les motifs suivants :

- . non respect des conditions auxquelles était soumise sa délivrance, définie en application des dispositions des articles L.752-6, R.752-6-1 et R.752-6-2 du code du commerce ;
- . non exercice ou cessation d'exercice des activités au titre desquelles elle a été délivrée ;
- . atteinte à l'ordre public ou danger pour la sécurité publique.

<u>Article 7</u> – Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois courant à compter de sa notification :

- . d'un recours gracieux auprès de la préfète du Gers (service et adresse sus-mentionnés) ;
- . d'un recours hiérarchique auprès du secrétariat de la Commission nationale de l'aménagement commercial (CNAC) Bureau de l'aménagement commercial Direction générale des entreprises (DGE) Ministère de l'économie et des Finances 61, boulevard Vincent Auriol 75703 Paris cedex 13;
- . d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Pau 50 Cours Lyautey Villa Noulibos -64010 Pau Cedex.

La juridiction compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyen accessible à partir du site www.telerecours.fr.

<u>Article 8</u> – Madame la sous-préfète de Condom est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des services de l'Etat dans le département du Gers et dont une copie sera notifiée à Mme Charlotte MOKRARA née CHARPENTIER.

Condom, le 25 mai 2020

Pour la préfète et par délégation, La sous-préfète de Condom

Isabelle SENDRANE